

RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de

Commissariat aux Comptes

29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES

Fondation
15, Parvis René Descartes
69007 Lyon

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de la fondation de coopération scientifique Réseau Français des Instituts d'Etudes Avancées,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Réseau Français des Instituts d'Etudes Avancées relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

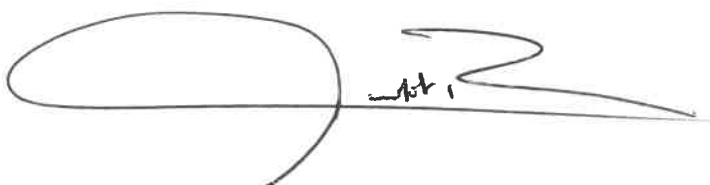
Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 26 juin 2024 à Neuilly-sur-Seine

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton SAS
Membre français de Grant Thornton International

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a small, sharp upward stroke.

Rudy Jardot

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	225 506	178 839	46 667	94 261
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	30 878	30 589	289	2 163
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	256 384	209 429	46 955	96 424
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 648		3 648	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 349 118		3 349 118	4 870 587
Valeurs mobilières de placement	1 500 000	41 562	1 458 438	1 471 674
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 605 290		1 605 290	949 181
Charges constatées d'avance	307		307	306
TOTAL III	6 458 362	41 562	6 416 801	7 291 748
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 714 746	250 990	6 463 756	7 388 172

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 415 000	1 415 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 416 229	2 323 193
Excédent ou déficit de l'exercice	-78 079	93 036
Situation nette	3 753 150	3 831 229
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 753 150	3 831 229
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 371 905	3 225 019
TOTAL III	2 371 905	3 225 019
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	192 190	205 865
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 827	14 378
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	74 690	55 284
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	59 994	56 398
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	338 701	331 924
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 463 756	7 388 172

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	13 311	5 789
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	400 459	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	70 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 495	3 436
Utilisations des fonds dédiés	853 114	1 080 015
Autres produits	108	14
TOTAL I	1 338 488	1 089 253
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	134 292	143 653
Aides financières	835 138	667 564
Impôts, taxes et versements assimilés	5 950	9 394
Salaires et traitements	258 569	250 452
Charges sociales	103 606	101 390
Dotations aux amortissements et dépréciations	57 575	68 411
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		24 768
Autres charges	3 047	505
TOTAL II	1 398 178	1 266 137
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-59 690	-176 883
Produits financiers		
Produits financiers de participation	27 254	2 858
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	25 823	21 344
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 756	48 863
TOTAL III	55 834	73 065
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	23	94
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	23	94
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	55 810	72 970
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-3 880	-103 913

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	-74 199	196 949
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	-74 199	196 949
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-74 199	196 949
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 320 123	1 359 267
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 398 201	1 266 231
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-78 079	93 036

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 6 463 756 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -78 079 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Information générale

La fondation RFIEA est une fondation de coopération scientifique dotée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle a pour mission de renforcer l'attractivité internationale de la France en matière de recherche scientifique grâce au développement en réseau de quatre instituts d'études avancées (IEA) basés à Aix Marseille, Lyon, Nantes et Paris. Elle soutient également l'internationalisation de la recherche française en sciences humaines et sociales, en étroite collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et l'Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales Athena.

La fondation apporte une contribution à l'internationalisation de la recherche française en SHS grâce au soutien qu'elle apporte à une série d'initiatives développées depuis 2016. Ces initiatives visent à développer la dimension internationale du potentiel de recherche française et de renforcer le rayonnement international de cette recherche française en matière de financement de la recherche.

1. Principes, Règles et Méthodes Comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels relatif aux règles comptables applicables aux fondation et fonds de dotation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2023 marque la pénultième année d'exécution des deux contrats de financement les plus importants pour la fondation et pour les instituts qu'elle soutient : le laboratoire d'excellence RFIEA+ et le programme FIAS cofinancé par la Commission européenne. L'exercice traduit une montée en puissance de la consommation des financements disponibles dans la perspective d'une consommation quasi-intégrale prévue au terme des contrats.

Labex RFIEA+

La convention attributive d'aide ANR-11 LABX 00027 du labex RFIEA+ pour la période 2012-2019 a fait l'objet d'un avenant renouvelant la subvention pour un montant global de 3.742.538 euros sur la période 2020-2024. Des accords de reversement ont été approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2019, avec une répartition basée sur les volumes d'invitation des IEA (cf. tableau Labex).

L'Agence nationale de la Recherche (ANR) a pratiqué une retenue pluriannuelle sur les financements mis à disposition. Pour la période 2012-2019, la fondation RFIEA avait couvert cette retenue de l'ANR par une avance de trésorerie au bénéfice des Instituts d'études avancées (IEA). L'avenant qui prolonge la convention de cinq années prévoit une retenue de 5% de la totalité de financement 2012-2024, soit 622.739 euros qui sera versée en 2025 par l'ANR.

Du côté des instituts, l'utilisation des financements s'accélère (764.128 €) afin de compenser les sous-consommations des années antérieures, et viser l'épuisement des financements disponibles d'ici le terme du contrat le 31 décembre 2024.

Enfin, l'ANR a procédé en juillet 2023 un audit de la fondation sur l'ensemble de la période écoulée (2012-2022). L'issue du rapport final, rendu en novembre 2023, est satisfaisante. Les très faibles montants rejetés (1,5%) seront largement compensés par des dépenses éligibles de la fondation non encore imputées lors du reporting financier 2012-2024 qui sera produit au terme du contrat.

FIAS – French Institutes for Advanced Study

En mai 2020, la fondation RFIEA a signé avec la *Research Executive Agency* de la Commission européenne un contrat COFUND (Action Marie Skłodowska-Curie, Programme-cadre Horizon2020) d'un montant de 2,445m€ pour la période 2020-2025 pour le programme FIAS (French Institutes for Advanced Study). Ce montant permet le cofinancement de 120 bourses de 10 mois au sein des instituts français participants (Paris, Lyon, Marseille et Montpellier). Le consortium a été rejoint par l'Institut d'études avancées de Nantes en 2021, par le *Loire-Valley Institute for Advanced Study* en 2022, et par le CUT (*Centre for Unframed Thinking*) de *Rennes School of Business* en 2023. Au cours de l'exercice 2023, les instituts ont consommé un montant global de 388.221,52€.

L'année 2023 a également été marquée par :

- L'épuisement des fonds relatifs au programme **COESO**, financé par la Commission européenne, et dont la fondation est partenaire. Pour mémoire, le montant de la subvention disponible s'élevait à 48312,50 €. Au terme du contrat, le 31 décembre 2023, la fondation aura consommé la quasi-intégralité de ce financement.

- L'épuisement des financements octroyés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre de la convention N° EB - 2019 N° 210 266 778 8. En 2023, le reliquat de crédits a été intégralement consommé au bénéfice de la plateforme **Fund it**.

Enfin, l'exercice 2023 a été marqué par le lancement par la fondation d'un nouveau et ambitieux projet : l'*International Panel for Social Progress*. La fondation a organisé la réunion de lancement du projet à l'IEA de Paris en septembre 2023 et a réuni pour l'occasion trois partenaires : l'université de Cornell, la *European Climate Foundation* et la fondation Maison des sciences de l'Homme pour un montant total de 70.000 €.

3. Notes sur le bilan

a) Immobilisations

a.1) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Logiciels 1 à 3 ans

a.2) Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à 0 € suite au non remboursement des 295 056€ correspondant à une contribution à un fonds de garantie à hauteur de 5% du montant de la contribution totale de la commission européenne au programme COFUND 2. La perte de cette garantie est la conséquence de la non consommation de l'intégralité des crédits accordés par la commission européenne.

b) Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur de d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement de la fondation RESEAU FRANCAIS D'ETUDES AVANCEES sont inscrites à l'actif du bilan pour un montant de 1 500 000 € au 31/12/2023.

c) Capitaux propres

Selon l'article 11 des statuts du RFIEA, la dotation, initiale s'établit à 1.415 millions d'euros dont une partie non consommable qui représente 10% de la dotation initiale.

Outre les 13.5 millions d'euros d'apport de l'Etat, la dotation initiale fait l'objet des apports suivants:

- 100 000 euros affectés par l'ENSLSH,
- 100 000 euros affectés par l'Université de Provence Aix Marseille 1,
- 100 000 euros affectés par le fondation Maison des Sciences de l'Homme,
- 100 000 euros affectés le GIP Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin,
- 250 000 euros affectés par le Centre national de la recherche scientifique.

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

e) Personnel

° Engagements de retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite n'a pas le fait l'objet d'une valorisation car son montant est non significatif.

4. Notes sur le Compte de Résultat**a) Fonctionnement général**

Les achats et charges de fonctionnement sont constatés au fur et à mesure de la réception des factures. Afin d'assurer un correct rattachement des charges et des produits, des provisions de factures à recevoir sont constatées.

b) Charges de personnel:

La fondation ne pratique pas de décalage de paie. Au 31 décembre 2021, la Fondation comprend huit salariés.

Il a été constaté les provisions nécessaires au respect de l'indépendance des exercices. (Provision pour congés payés essentiellement).

La rémunération perçue par les trois plus hauts cadres de la fondation se monte à 199 534 €.

c) Résultat financier

Le résultat financier fait un bénéfice de 55 810 euros correspondant principalement à:

* A la vente de VMP pour 2 756 €,

* Aux intérêts sur comptes courants de 27 254 €,

* A la reprise de dépréciation des obligations pour 25 823 €.

d) Provision pour risque reprise

En 2019, une provision pour risque de 614 703,65 euros avait été constatée pour anticiper la non obtention de la totalité de la subvention du programme EURIAS de la commission européenne. En 2021, la commission européenne a acté la non obtention des crédits non consommés et une charge de réfaction de subvention a été constatée.

Dans le même temps, la provision pour risque a été reprise dans sa totalité.

5. Engagement Hors Bilan

Les modalités financières de la collaboration entre la fondation RFIEA et les différents IEA sont fixées par :

- les statuts de la fondation RFIEA ;
- le courrier de Monsieur Gilles BLOCH, directeur général de la Recherche et de l'Innovation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (en date du 21 novembre 2008) ;
- les conventions conclues avec chaque IEA.

En application de l'article 13 des statuts du RFIEA, un maximum de 12% du capital consommable peut être prélevé chaque année, produisant une ressource annuelle de 1.528.200 €. Le conseil d'administration du RFIEA fixe, à concurrence de ce montant, la somme effectivement versée aux IEA, en fonction des besoins exprimés et sous réserve d'apporter les justifications nécessaires.

Au cours de la période 2007-2011, un principe de répartition égalitaire de cette ressource annuelle entre les quatre IEA a été appliqué, aboutissant à un montant annuellement disponible de 382.050 €. À compter de l'exercice 2012, la fondation a apporté un soutien différencié aux instituts dont le montant est fixé par le Conseil d'administration en fonction des besoins exprimés par chaque institut et de l'évaluation scientifique reçue. Des conventions différenciées ont été signées avec les IEA de Lyon, Marseille et Paris pour couvrir les exercices 2012 et 2013, puis pour les exercices 2014 et 2015, et avec l'IEA de Nantes pour les exercices 2012 à 2015.

En décembre 2015, le Conseil d'administration a validé des conventions 2016-2019 pour les IEA de Marseille, Nantes et Paris et une convention d'une année (2016) pour l'IEA de Lyon, convention qui a été renouvelée pour trois ans en décembre 2016.

En décembre 2019, le Conseil d'administration a validé le principe du reversement d'un montant global de 374.669 euros selon des calendriers différenciés selon les besoins en trésorerie communiqués par les IEA : trois versements en 2020 au bénéfice des instituts de Lyon, Marseille et Nantes, et le report à 2025, du versement au bénéfice de l'IEA de Paris. Ce sont les derniers versements qui seront réalisés sur les fonds propres de la fondation.

TABLEAU DOTATION 2016-2019

Dotation	engagement 2016-2019	versé en 2016	versé en 2017	versé en 2018	versé en 2019	Reste à verser	justifié 2016-23	non-justifié
Lyon	320 000,00		160 000,00	80 000,00	80 000,00		313 971,74	6 028,26
Marseille	920 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00		918 583,80	1 416,20
Nantes	2 680 000,00	670 000,00	670 000,00	670 000,00	670 000,00		2 679 999,00	1,00
Paris	1 080 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00		1 080 000,00	
TOTAL	5 000 000,00	1 170 000,00	1 330 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	0,00	4 992 554,54	7 445,46

TABLEAU DOTATION 2020

Dotation	Engagement 2020	Versé en 2020	Reste à verser	Justifié 2020	Non-justifié
Lyon	79,692.00	79,692.00	-	79,692.00	-
Marseille	89,804.00	89,804.00	-	89,804.00	-
Nantes	102,482.00	102,482.00	-	102,482.00	-
TOTAL	271,978.00	271,978.00	-	271,978.00	-

L'IEA de Paris bénéficiera en 2025 d'un versement de 102.691 euros, conformément à la décision du Conseil d'administration en date du 18 juin 2020 et dans le cadre d'un conventionnement spécifique.

TABLEAU LABEX RFIEA+

(Les montants versés tiennent compte de la retenue effectuée par l'Agence nationale de la Recherche. Le solde sera versé aux unités partenaires en 2025). Les montants justifiés pour l'année 2021 ont fait l'objet d'un corrigendum suite au contrôle d'éligibilité effectué par l'ANR.

LABEX	Engagement 2020-2024	Montant annuel moyen	MONTANT VERSÉ ANNUELLEMENT	MONTANT JUSTIFIÉ 2020	MONTANT JUSTIFIÉ 2021	MONTANT JUSTIFIÉ 2022	MONTANT JUSTIFIÉ 2023	MONTANT NON JUSTIFIÉ CUMULÉ
COLLEGIUM DE LYON	734 185,00	148 837,00	122 404,00	142 586,88	121 640,00	47 231,23	161 285,96	114 603,93
invitation de chercheurs	575 000,00	115 000,00		126 032,85	104 318,67	35 677,66	140 679,50	53 291,32
initiatives spécifiques	104 800,00	20 960,00		5 992,04	8 310,96	8 055,00	8 659,35	52 822,65
frais de gestion	54 385,00	10 877,00		10 561,99	9 010,37	3 498,57	11 947,11	8 489,96
IM6RA	824 555,00	164 911,00	137 470,00	114 082,27	67 567,75	164 621,37	200 249,72	113 222,89
invitation de chercheurs	648 955,00	129 791,00		102 057,87	51 840,10	138 407,44	117 438,42	109 420,17
initiatives spécifiques	114 520,00	22 904,00		3 573,86	10 722,53	14 191,00	67 977,99	(4 849,48)
frais de gestion	61 080,00	12 216,00		8 450,54	5 005,02	11 922,93	14 833,31	8 652,20
IEA DE NANTES	940 955,00	188 191,00	156 877,00	174 115,96	168 676,93	187 592,77	201 637,08	20 842,37
invitation de chercheurs	740 500,00	148 100,00		148 100,00	148 099,92	153 599,66	152 271,60	(9 671,18)
initiatives spécifiques	130 755,00	26 151,00		13 118,47	7 988,81	20 097,35	34 429,40	28 969,97
frais de gestion	69 700,00	13 940,00		12 897,48	12 487,10	13 895,76	14 936,08	1 543,58
IEA DE PARIS	942 870,00	188 574,00	176 091,00	182 920,46	187 798,12	192 464,12	200 954,78	(9 839,48)
invitation de chercheurs	742 075,00	148 415,00		148 415,00	148 415,00	153 090,00	177 481,00	(33 741,00)
initiatives spécifiques	130 955,00	26 191,00		20 955,80	25 470,30	24 952,10	8 588,24	24 797,56
frais de gestion	69 840,00	13 968,00		13 549,66	13 910,82	14 422,02	14 885,54	(896,04)

TABLEAU FIAS

Dans le cadre du *Grant Agreement* signé avec la Commission européenne pour le programme FIAS, la fondation a établi un accord de consortium qui prévoit le reversement d'une partie de la subvention, aux fins de cofinancer des résidences de chercheurs internationaux dans les instituts de Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans-Tours. Les reversements ont débuté à l'arrivée des premiers chercheurs en septembre 2022. Les montants inscrits dans le tableau ci-dessous correspondent à la part consommée par les instituts. Les prévisions de la fondation devraient permettre une consommation quasi-totale du financement disponible.

	2021	2022	2023	2024	2025
Lyon	0	0	42 086		
Marseille	11 019	43 175	69 362		
Nantes	0	11 973	35 424		
Paris	103 652	229 521	169 107		
Montpellier	10 911	32 840	39 565		
Orléans	0	0	32 678		
Montant consommé cumulé	125.581	317 509	388 222		

6. Événements postérieurs à la clôture

Dans la perspective de la possible prolongation du Labex post 2024, le Conseil d'administration de la fondation a validé le principe d'une saisine du Secrétariat Général pour l'Investissement au printemps 2023. Il est envisagé un transfert du portage du Labex par A*MIDEX, l'initiative d'excellence d'Aix-Marseille université. En l'absence d'arbitrage par le SGPI, la fondation prépare avec les unités partenaires du contrat, la fin du contrat en décembre 2024, et effectue un travail budgétaire prévisionnel en vue d'optimiser l'utilisation des financements disponibles.

La fondation a déposé en février 2024 une candidature au programme européen COFUND afin d'obtenir de nouveaux financements pour le programme FIAS. Les résultats obtenus en juin 2024 s'étant avérés négatifs, la fondation candidatera à nouveau en septembre 2024.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
FONDS PROPRE					
- Patrimoine intégré					
- Fonds statutaires					
- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 415 000				1 415 000
Fonds associatifs sans droit de reprise :					
- Apports sans droit de reprise					
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecart de réévaluation					
Réserves :					
- Indisponibles					
- Statutaires ou contractuelles					
- Réglementées					
- Autres					
Report à nouveau	1 199 413	93 036			1 292 448
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	93 036	-93 036	-78 079		-78 079
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS					
- Apports					
Fonds propres :					
- Legs et donations					
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 123 781				1 123 781
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
TOTAL	3 831 229		-78 079		3 753 150

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	217 399		8 107
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	217 399		8 107
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	30 878		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 878		
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
TOTAL GÉNÉRAL	248 277		8 107

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			225 506	
TOTAL			225 506	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers				
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mob.			30 878	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			30 878	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			256 384	

Commentaires : néant

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	123 138	55 701		178 839
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	123 138	55 701		178 839
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	28 715	1 874		30 589
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 715	1 874		30 589
TOTAL GÉNÉRAL	151 853	57 575		209 429

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Commentaires : néant

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation	67 385		25 823	41 562
DÉPRÉCIATIONS	67 385		25 823	41 562
TOTAL GÉNÉRAL	67 385		25 823	41 562
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières			25 823	
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Commentaires : néant

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 648	3 648	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	812	812	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 751	18 751	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	11 530	11 530	
Divers			
Groupe et associés (2)	710 570	710 570	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	2 607 455	2 607 455	
Charges constatées d'avance	307	307	
TOTAL	3 353 073	3 353 073	
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaires : néant

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de - A 1 an max. à l'origine crédit (1) : - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 827	11 827		
Personnel et comptes rattachés	31 948	31 948		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 089	31 089		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 653	11 653		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	192 190	192 190		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	59 994	59 994		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	338 701	338 701		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	2 625 530	4 103 604
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	27 254	2 858
TOTAL	2 652 784	4 106 462

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	2 625 530.04	4 103 604.23
438700 Maison des artistes	18 117.22	12 881.76
468700 Produits à recevoir	2 607 412.82	4 090 722.47
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	27 253.95	2 857.58
518700 Interets courus a recev.	27 253.95	2 857.58
TOTAL	2 652 783.99	4 106 461.81

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 429	12 297
Dettes fiscales et sociales	55 749	39 500
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 152	
TOTAL	67 330	51 797

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 429.02	12 297.18
408100 Factures non parvenues	7 429.02	12 297.18
Dettes fiscales et sociales	55 749.02	39 499.54
428200 Dettes provisionnées pour CP	30 934.83	20 745.28
438200 Charges sociales sur CP	13 653.76	9 229.09
448610 Formation professionnelle	7 072.21	5 595.83
448630 Formation Professionnelle 1%	4 088.22	3 929.34
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 151.79	
468600 Charges à payer	4 151.79	
TOTAL	67 329.83	51 796.72